

ASSEMBLEE DE CORSE

1 ERE SESSION ORDINAIRE DE 2018

REUNION DES 26 ET 27 AVRIL 2018

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
RELATIVE AUX "PARCOURS EMPLOI COMPETENCES"
ET A L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE
FIXANT LES ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE DE
CORSE ET DE L'ETAT**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) :

Commission de l'Education, de la Culture, de la
Cohésion Sociale et de la Santé

Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

La loi 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, notamment les articles 21, 22 et 23 et le décret 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion, précisent que le département signe, chaque année avec l'Etat, une Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM).

La Loi Notre n°2015-991 du 7 août 2015 (art.30) introduit dans le Code général des collectivités territoriales les articles L 4421-1 et L 4421-2, qui disposent que les compétences sociales précédemment exercées par les départements sont, à compter du 1^{er} janvier 2018, exercées par la Collectivité de Corse.

La conclusion de la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens intervient donc en 2018 dans un contexte institutionnel et réglementaire nouveau, marqué à la fois par la création de la Collectivité de Corse et par les nouvelles orientations données au dispositif des contrats aidés par la circulaire DGEFP/SDPAE/MIP/MPP/2018/11 du 11 janvier 2018.

Elle introduit deux changements majeurs :

- La création d'un fonds d'inclusion dans l'emploi permettant une gestion globale des contrats aidés et de l'insertion par l'activité économique.
- La transformation des contrats aidés en Parcours Emploi Compétences, s'appuyant sur une logique de parcours pour l'individu et sur une sélection des employeurs.

L'enjeu du partenariat noué entre l'Etat et la Collectivité de Corse est de promouvoir une politique cohérente et stable de nature à favoriser l'accès des bénéficiaires du rSa rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières à un parcours d'insertion adapté à leurs besoins. La Collectivité de Corse s'engage à développer l'accès aux PEC et aux dispositifs de l'insertion par l'activité économique (IAE) aux bénéficiaires du rSa relevant de sa compétence.

La CAOM décline les objectifs d'entrée en PEC pour l'année 2018 et fixe le nombre prévisionnel de personnes bénéficiaires d'un parcours d'insertion au sein des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE), financés en commun par la Collectivité de Corse et par l'Etat.

I – Les dispositifs d'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi

1. Les Parcours Emploi Compétences (PEC)

Les nouvelles orientations nationales résultant de la circulaire du 11 janvier 2018 repositionnent les contrats aidés autour du triptyque emploi-formation-accompagnement afin d'en faire un des leviers efficaces de la politique de l'emploi et de la formation.

Dans ce cadre, le contrat aidé devient un Parcours Emploi Compétences recentré sur son seul objectif d'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi. La mise en œuvre de ce

repositionnement s'appuie sur un cadre juridique inchangé (obligation d'accompagnement et de formation) mais qu'il convient de rendre effectif. Ce nouveau pilotage qualitatif doit permettre d'améliorer la performance au service des publics les plus éloignés de l'emploi.

Pour 2018, le nombre de PEC financés par Etat et la Collectivité de Corse est de **129**, à conclure avec le secteur non-marchand (CUI-CAE).

La prescription de contrats dans le secteur marchand (CUI-CIE) n'est autorisée qu'à titre dérogatoire. Les CIE antérieurs se poursuivront jusqu'à la date de leur échéance, sans pouvoir être renouvelés. Les modalités de leur cofinancement sont détaillées ci-après.

2. L'Insertion par l'Activité Economique (IAE)

L'IAE s'adresse à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières justifiant la mise en situation professionnelle dans une structure dédiée à l'insertion dans l'emploi.

La CAOM organise le partenariat de l'Etat et de la Collectivité de Corse afin d'assurer la mise en œuvre des dispositifs d'insertion par l'activité économique et la prise en charge des publics les plus prioritaires dans les parcours d'insertion.

L'action de la Collectivité de Corse se concentre sur les bénéficiaires du rSa inscrits dans un parcours d'insertion au sein des Ateliers et Chantiers d'Insertion portés les organismes conventionnés par l'Etat:

En Corse-du-Sud :

FALEPA
APIEU/CPIE
SUD CORSE INSERTION
VLD
DEFI
ETUDES ET CHANTIER CORSICA
AIUTU CAMPAGNOLU
INIZIATIVA

En Haute-Corse :

A CORSICA TV CAP RADIO
L'AMICHI DI U RUGHJONE
ISATIS
ETUDES ET CHANTIERS CORSICA
I CHJASSI MUNTAGNOLI
ADAL 2B
ADIEM
ARSM
IMPRESA CASTELLU FIUMORBU
ART ET NOCES TROUBLES
CORSE MOBILITE SOLIDAIRE
U RUSTINU

Pour les bénéficiaires du rSa dont elle a la charge, la Collectivité de Corse s'engage à financer au titre du rSa **140 contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)** répartis de la manière suivante :

- **57** pour le territoire de Corse-du-Sud
- **83** pour le territoire de la Haute-Corse

II - LES MODALITES DE COFINANCEMENT

1. Les PEC

Aux termes de l'arrêté préfectoral R20-2018-02-26-001 relatif aux contrats d'accompagnement (CAE) – supports des Parcours Emploi Compétence (PEC), la prise en charge des PEC à destination des bénéficiaires du rSa cofinancés par la Collectivité de Corse s'effectue au taux de prise en charge de l'aide de l'Etat de 60 %, dans la limite d'une durée hebdomadaire de travail comprise entre 20 et 35 heures.

La Collectivité de Corse s'engage à contribuer à la prise en charge de l'aide à hauteur de 88% du montant du rSa pour une personne isolée.

Conformément à la circulaire du 11 janvier 2018, aucune nouvelle prescription de CIE n'interviendra en 2018, la prise en charge financière des 5 CIE arrivant à échéance en 2018 se faisant de la manière suivante :

- 40% par l'Etat sur la base de l'arrêté préfectoral R20 2017-02-17-004 du 17 février 2017
- 35 % par la Collectivité de Corse au titre de l'aide complémentaire (délibération n°2012-1007 du 6 février 2012 de la Commission Permanente du Conseil départemental 2A).

Les crédits d'intervention mobilisés dans ce cadre s'élèvent à **743 500 €**, auxquels il convient d'ajouter les frais de gestion versés à l'Agence de service et de paiements, estimés à **6 500 €**, dûs au titre du suivi statistique et financier et du versement du rSa pour le compte de la Collectivité de Corse, soit un montant global de **750 000 €**.

2. L'Insertion par l'Activité Economique

La part de la Collectivité de Corse dans le financement de l'aide au poste dans les ACI est calculée de la manière suivante :

$(88 \% \text{ du socle rSa soit } 480,02 \text{ €}) \times 12 = 5\,760,26 \text{ €}$

Pour 140 CDDI, les crédits d'interventions sont fixés à **806 436,36 €** ventilée de la manière suivante :

- **328 334,82 €** pour le territoire de Corse-du-Sud
- **478 101,58 €** pour le territoire de la Haute-Corse

Il convient d'y ajouter les frais de gestion dûs à l'ASP et estimés à **7 300 €**. La participation globale de la Collectivité de Corse d'élève donc à **813 736,40 €**.

La participation financière globale de la Collectivité de Corse aux dispositifs d'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi s'élève à **1 563 736,40 €**.

Les crédits sont inscrits au B.P. 2018 au chapitre 9344 – fonctions 446 et 447 - programmes 5123 A, 5124 A 5123 B.

Le paiement de l'aide au titre des PEC et de l'aide au poste dans les ACI est délégué par conventions à l'Agence de Service et de paiement.

En conséquence il vous est proposé **d'approuver** :

- la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens et ses annexes à conclure avec l'Etat pour l'année 2018 ;
- la Convention pluriannuelle de gestion de l'aide au poste, octroyée par la Collectivité de Corse aux structures porteuses d'ateliers et chantiers d'insertion (ACI) à conclure avec l'Agence de Service et de Paiement ;
- la Convention de gestion de l'aide de la Collectivité de Corse aux employeurs de salariés en contrat unique d'insertion (CUI) à conclure avec l'Agence de Service et de Paiement ;
- de m'autoriser à signer l'ensemble des actes à intervenir dans ce cadre.